

B.3.4. Überdies liegt es im Ermessen des Dekretgebers, die Inanspruchnahme des königlichen Erlasses Nr. 499 durch Betriebe für arbeitsgebundene Ausbildung zu verbieten, wenn er der Auffassung ist, daß diese Inanspruchnahme seiner Zielsetzung nicht dient.

B.4. Der einzige Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Juni 2005.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,
P. Martens.

COUR D'ARBITRAGE

[2005/201732]

Extrait de l'arrêt n° 111/2005 du 22 juin 2005

Numéro du rôle : 3080

En cause : le recours en annulation du décret de la Communauté française du 19 mai 2004 relatif aux membres du personnel exerçant une fonction de promotion ou de sélection à titre temporaire sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004 dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, introduit par M. Frelon.

La Cour d'arbitrage,

composée du juge P. Martens, faisant fonction de président, du président A. Arts et des juges M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le juge P. Martens,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 septembre 2004 et parvenue au greffe le 15 septembre 2004, M. Frelon, demeurant à 7040 Asquillies, Route Provinciale 37, a introduit un recours en annulation du décret de la Communauté française du 19 mai 2004 relatif aux membres du personnel exerçant une fonction de promotion ou de sélection à titre temporaire sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004 dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (publié au *Moniteur belge* du 15 juin 2004).

La demande de suspension du même décret, introduite par la même partie requérante, a été rejetée par l'arrêt n° 187/2004 du 16 novembre 2004, publié au *Moniteur belge* du 12 janvier 2005.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition en cause et à la portée du recours

B.1.1. La partie requérante demande l'annulation du décret de la Communauté française du 19 mai 2004 relatif aux membres du personnel exerçant une fonction de promotion ou de sélection à titre temporaire sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004 dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française. Dans la mesure où les moyens qu'elle allègue ne sont dirigés que contre l'article 1^{er} de ce décret, la Cour limite l'examen de constitutionnalité à cette partie du décret. La question de savoir si, en cas d'annulation, celle-ci pourrait se limiter, comme le demande le Gouvernement de la Communauté française, aux termes « depuis le 1^{er} janvier 2004 » est liée à l'examen du fond.

B.1.2. L'article 1^{er} dudit décret dispose :

« Par dérogation aux articles 92, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 106, 107, 107bis et 112 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le Gouvernement de la Communauté française peut nommer, le 1^{er} septembre 2004 au plus tard, des membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française désignés à titre temporaire dans un emploi vacant d'une fonction de promotion pour autant qu'ils aient exercé la fonction de promotion visée sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004 ».

Quant à l'intérêt de la partie requérante

B.2.1. Le Gouvernement de la Communauté française conteste l'intérêt à agir de la partie requérante qui, en acceptant le congé pour mission qui lui a été donné le 1^{er} juin 2003, aurait elle-même mis fin à ses fonctions de directrice exercées à titre temporaire. Elle n'aurait donc plus eu d'autre choix, lorsque ce congé s'est achevé le 31 mai 2004, que celui de réintégrer les fonctions de professeur qu'elle occupait à titre définitif. Elle n'aurait, partant, pas d'intérêt à demander l'annulation d'une disposition qui règle, à titre transitoire, la nomination à un emploi vacant dans une fonction de promotion. La partie requérante reconnaît que, selon le décret du 24 juin 1996 « portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française », un congé pour mission ne peut être donné qu'aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif et que c'est donc en sa qualité de professeur qu'elle a obtenu ce congé. Elle considère cependant qu'il ne saurait pour autant se déduire de ce décret qu'il impliquerait de renoncer à se prévaloir d'une autre fonction que l'on exerçait à titre temporaire.

B.2.2. L'article 1^{er} du décret du 24 juin 1996 précité dispose :

« Le présent décret s'applique aux membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif, en activité de service ou en disponibilité par défaut d'emploi, visés par les lois du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ».

L'article 2, alinéa 1^{er}, du même décret prévoit :

« Le Gouvernement peut confier aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} une mission dont il fixe la durée et la nature [...] ».

B.3. Il n'appartient pas à la Cour de se prononcer sur les conditions dans lesquelles le congé pour mission a été donné à la partie requérante par le Gouvernement de la Communauté française ni sur la question de savoir si ce congé a mis fin à sa fonction de directrice exercée à titre temporaire. Il suffit de constater que la partie requérante a par le passé exercé une fonction de promotion à titre temporaire, et qu'elle ne peut bénéficier du décret attaqué parce qu'elle n'a pas exercé cette fonction sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004.

B.4. L'exception d'irrecevabilité est rejetée.

Quant au fond

B.5. La partie requérante reproche à l'article 1^{er} attaqué du décret du 19 mai 2004 précité de faire une distinction, parmi les membres du personnel qui bénéficient d'une désignation à titre temporaire dans un emploi vacant d'une fonction de promotion, entre ceux qui exercent cette fonction de promotion sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004 et les autres. Cette disposition violerait, selon elle, les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution parce qu'il n'existerait en l'espèce aucun motif légitime de faire cette distinction et qu'il ne peut se justifier que l'accès à une nomination à titre définitif à une fonction de promotion soit accordé à des personnes qui ne sont pas lauréates d'une épreuve d'accès à la promotion et qui n'ont exercé cette fonction que quelques mois sous le couvert d'une désignation faite sans appel aux candidats.

B.6.1. Selon les développements qui précèdent la proposition du décret attaqué, c'est pour mettre fin à la situation discriminatoire qui résulterait de l'absence d'un statut pour les membres du personnel des établissements de promotion sociale que le Parlement de la Communauté française a adopté le décret du 3 mars 2004 « relatif au statut administratif des membres des personnels des établissements organisés par la Communauté française qui exercent leurs fonctions dans l'enseignement de promotion sociale », qui, vu l'urgence, règle ce problème de manière définitive en insérant des dispositions nouvelles dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 « fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ».

Cependant, précisent ces développements :

« A chaque mise en place d'un statut, des mesures ont été prises pour régler la situation des membres du personnel qui exercent des fonctions de promotion à titre temporaire, et qui se verraient lésés par l'application même du nouveau texte » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2003-2004, n° 568-1, p. 2).

B.6.2. Il peut être admis qu'il fallait régler par des mesures transitoires la situation des personnes qui exerçaient les fonctions de promotion à titre temporaire avant l'adoption du décret précité du 3 mars 2004.

B.6.3. Les mesures transitoires doivent cependant porter par voie de disposition générale et être fondées sur des critères objectifs et pertinents qui justifient les raisons pour lesquelles certaines personnes bénéficieront, à titre transitoire, de mesures dérogatoires au régime établi par la norme nouvelle.

B.6.4. En l'espèce, il ne se trouve aucune explication dans les travaux préparatoires du décret attaqué, dont la proposition a été déposée le 11 mai 2004, discutée et votée en séance publique le même jour, des raisons pour lesquelles, en dérogation notamment aux conditions d'ancienneté fixées par l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, tel qu'il a été modifié par le décret du 3 mars 2004 précité, pour pouvoir, en tant que membre du personnel désigné à titre temporaire dans un emploi vacant d'une fonction de promotion et de sélection, accéder à titre définitif à une fonction de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, il suffisait d'être en fonction depuis le 1^{er} janvier 2004 au lieu de justifier d'une ancienneté de fonction de 1.800 jours et il était nécessaire d'avoir exercé la fonction à titre temporaire sans interruption. En outre, cette date n'est en soi pas de nature à assurer que les personnes qui pourront bénéficier de la mesure transitoire disposent d'une aptitude comparable à celle exigée par le décret du 3 mars 2004.

Les explications données par le Gouvernement de la Communauté française tenant à ce que la date du 1^{er} janvier était plus pertinente que celle du 1^{er} septembre, compte tenu du temps qu'il faut à une école pour s'organiser à partir de la rentrée scolaire, ne sont pas pertinentes pour justifier le choix d'une date qui, en réalité, a pour objet de modifier le calcul de l'ancienneté requise dans une fonction pour accéder à cette fonction à titre définitif. Quant au caractère temporaire du décret invoqué par le Gouvernement selon lequel ce décret « n'est susceptible de produire des effets qu'à l'occasion d'une et une seule année scolaire, toutes les nominations pouvant permettre de consolider la situation temporaire des agents en place devant faire l'objet de décisions avant le 1^{er} septembre 2004 », la Cour constate que, sur la base du décret attaqué, des nominations de membres du personnel exerçant une fonction de promotion ou de sélection à titre temporaire dans l'enseignement de promotion sociale ont eu lieu le 27 janvier 2005 (*Moniteur belge* du 15 mars 2005).

B.6.5. Il résulte de ceci que le législateur décrétoal a pris une mesure qui porte atteinte, sans justification, aux règles de l'égalité et de la non-discrimination garanties par les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution.

B.7. Le premier moyen est fondé.

Quant au second moyen

B.8. Le second moyen ne pouvant entraîner une plus ample annulation, il ne doit pas être examiné.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 1^{er} du décret de la Communauté française du 19 mai 2004 relatif aux membres du personnel exerçant une fonction de promotion ou de sélection à titre temporaire sans interruption depuis le 1^{er} janvier 2004 dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 22 juin 2005.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président f.f.,

P. Martens.

ARBITRAGEHOF

[2005/201732]

Uittreksel uit arrest nr. 111/2005 van 22 juni 2005

Rolnummer 3080

In zake : het beroep tot vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2004 betreffende de personeelsleden die een bevorderings- of een selectieambt tijdelijk uitoefenen zonder onderbreking sedert 1 januari 2004 in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, ingesteld door M. Frelon.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit rechter P. Martens, waarnemend voorzitter, voorzitter A. Arts en de rechters M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter P. Martens,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 september 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 september 2004, heeft M. Frelon, wonende te 7040 Asquillies, Route Provinciale 37, beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2004 betreffende de personeelsleden die een bevorderings- of een selectieambt tijdelijk uitoefenen zonder onderbreking sedert 1 januari 2004 in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juni 2004).

De vordering tot schorsing van hetzelfde decreet, ingesteld door dezelfde verzoekende partij, is verworpen bij het arrest nr. 187/2004 van 16 november 2004, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 2005.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de in het geding zijnde bepaling en de draagwijdte van het beroep

B.1.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2004 betreffende de personeelsleden die een bevorderings- of een selectieambt tijdelijk uitoefenen zonder onderbreking sedert 1 januari 2004 in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap. In zoverre de middelen die zij aanvoert enkel tegen artikel 1 van dat decreet zijn gericht, beperkt het Hof het onderzoek van de grondwettigheid tot dat deel van het decreet. De vraag of, in geval van vernietiging, deze beperkt zou kunnen blijven tot de woorden « sinds 1 januari 2004 », zoals de Franse Gemeenschapsregering vraagt, is gebonden aan het onderzoek ten gronde.

B.1.2. Artikel 1 van dat decreet bepaalt :

« In afwijking van de artikelen 92, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 106, 107, 107bis en 112 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, kan de Regering van de Franse Gemeenschap uiterlijk op 1 september 2004 personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap benoemen, die tijdelijk worden aangewezen in een vacante betrekking in een bevorderingsambt voor zover ze het bedoelde bevorderingsambt ononderbroken sinds 1 januari 2004 hebben uitgeoefend ».

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partij

B.2.1. De Franse Gemeenschapsregering betwist het belang van de verzoekende partij om in rechte te treden omdat die, door het verlov wegens opdracht dat haar op 1 juni 2003 is gegeven, te aanvaarden, zelf een einde zou hebben gemaakt aan haar tijdelijk ambt van directrice. Toen dat verlov op 31 mei 2004 ten einde liep, zou zij dus geen andere keuze hebben gehad dan opnieuw het ambt van lerares op te nemen waarin zij vast was benoemd. Zij zou derhalve geen belang hebben bij de vernietiging van een bepaling die, tijdelijk, de benoeming in een vacante betrekking in een bevorderingsambt regelt. De verzoekende partij erkent dat, volgens het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, een verlov wegens opdracht enkel kan worden gegeven aan vast benoemde of aangeworven personeelsleden en dat zij dus in haar hoedanigheid van lerares dat verlov heeft gekregen. Zij is evenwel van mening dat uit het decreet niet zou kunnen worden afgeleid dat het zou inhouden af te zien van de mogelijkheid zich te beroepen op een ander tijdelijk uitgeoefend ambt.

B.2.2. Artikel 1 van het voormelde decreet van 24 juni 1996 bepaalt :

« Dit decreet geldt voor de vastbenoemde of geworven personeelsleden, in actieve dienst of ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, bedoeld in de wetten van 22 juni 1964 betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs, 1 april 1960 betreffende de PMS-centra, 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs ».

Artikel 2, eerste lid, van hetzelfde decreet bepaalt :

« De Regering kan de in art. 1 bedoelde personeelsleden een opdracht verlenen waarvan ze duur en aard bepaalt [...] ».

B.3. Het Hof hoeft zich niet uit te spreken over de voorwaarden waaronder het verlov wegens opdracht aan de verzoekende partij door de Franse Gemeenschapsregering is gegeven, noch over de vraag of dat verlov een einde heeft gemaakt aan haar tijdelijk ambt van directrice. Het volstaat vast te stellen dat de verzoekende partij in het verleden tijdelijk een bevorderingsambt heeft uitgeoefend, en dat zij het voordeel van het aangevochten decreet niet kan genieten omdat zij dat ambt niet zonder onderbreking sinds 1 januari 2004 heeft uitgeoefend.

B.4. De exceptie van onontvankelijkheid wordt verworpen.

Ten gronde

B.5. De verzoekende partij klaagt aan dat het aangevochten artikel 1 van het voormelde decreet van 19 mei 2004 een onderscheid maakt, onder de personeelsleden die tijdelijk zijn aangewezen in een vacante betrekking van een bevorderingsambt, tussen degenen die dat bevorderingsambt zonder onderbreking sinds 1 januari 2004 uitoefenen en de anderen. Die bepaling zou volgens haar de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet schenden omdat er te dezen geen enkel wettig motief zou zijn om dat onderscheid te maken en omdat niet kan worden verantwoord dat de toegang tot een vaste benoeming in een bevorderingsambt zou worden verleend aan personen die niet geslaagd zijn voor een proef voor toegang tot een bevorderingsambt en die dat ambt slechts enkele maanden hebben uitgeoefend onder de dekmantel van een aanwijzing zonder een oproep tot kandidaten te doen.

B.6.1. Volgens de toelichting bij het voorstel van het bestreden decreet heeft het Parlement van de Franse Gemeenschap, om een einde te maken aan de discriminerende situatie die zou voortvloeien uit het ontbreken van een statuut voor de personeelsleden van de instellingen voor sociale promotie, het decreet van 3 maart 2004 « betreffende het administratief statuut van de personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen die hun ambt in het onderwijs voor sociale promotie uitoefenen » aangenomen, dat, gelet op het spoedeisend karakter, dat probleem definitief regelt door nieuwe bepalingen in te voeren in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 « tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen ».

In die toelichting wordt evenwel gepreciseerd :

« Bij elke invoering van een statuut zijn maatregelen genomen om de situatie te regelen van de personeelsleden die tijdelijk bevorderingsambten uitoefenen, en die door de toepassing zelf van de nieuwe tekst zouden worden benadeeld » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2003-2004, nr. 568-1, p. 2).

B.6.2. Het kan worden aanvaard dat de situatie van personen die tijdelijk bevorderingsambten uitoefenden vóór de aanneming van het voormelde decreet van 3 maart 2004, diende te worden geregeld door overgangsmaatregelen.

B.6.3. De overgangsmaatregelen moeten evenwel een algemene draagwijdte hebben en gebaseerd zijn op objectieve en pertinente criteria die de redenen verantwoorden waarom sommige personen tijdelijk maatregelen genieten die afwijken van de regeling die door de nieuwe norm is vastgesteld.

B.6.4. Te dezen wordt in de parlementaire voorbereiding van het aangevochten decreet, waarvan het voorstel op 11 mei 2004 is neergelegd en op dezelfde dag is besproken en goedgekeurd in openbare zitting, geen enkele verklaring gevonden voor de redenen waarom, met name in afwijking van de anciënniteitsvoorwaarden die zijn vastgesteld bij artikel 97 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, zoals gewijzigd bij het voormelde decreet van 3 maart 2004, om als personeelslid dat tijdelijk is aangewezen in een vacante betrekking van een bevorderings- en selectieambt, vast te kunnen worden benoemd in een bevorderingsambt in het onderwijs voor sociale promotie, het voldoende was om sinds 1 januari 2004 in functie te zijn, in plaats van te doen blijken van een dienstanciënniteit van 1.800 dagen, en waarom het noodzakelijk was het tijdelijk ambt zonder onderbreking te hebben uitgeoefend. Bovendien kan die datum op zich niet de verzekering geven dat de personen die de overgangsmaatregel zullen kunnen genieten, over een bekwaamheid beschikken die vergelijkbaar is met die welke in het decreet van 3 maart 2004 wordt geëist.

De verklaringen van de Franse Gemeenschapsregering in verband met het feit dat de datum van 1 januari relevanter was dan die van 1 september, rekening houdend met de tijd die nodig is voor een school om zich vanaf het begin van het schooljaar te organiseren, zijn niet pertinent om de keuze van een datum te verantwoorden die, in werkelijkheid, dient om de berekening te wijzigen van de anciënniteit die in een functie vereist is om definitief tot die functie toegang te krijgen. Ten aanzien van het door de Regering aangevoerde tijdelijke karakter van het decreet volgens hetwelk dat decreet « enkel gevolgen kan hebben voor één enkel schooljaar, aangezien over alle benoemingen die de tijdelijke situatie van de in dienst zijnde personeelsleden konden consolideren, vóór 1 september 2004 beslist diende te worden », stelt het Hof vast dat, op grond van het bestreden decreet, op 27 januari 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 15 maart 2005) personeelsleden werden benoemd die een bevorderings- of selectieambt tijdelijk uitoefenden in het onderwijs voor sociale promotie.

B.6.5. Daaruit vloeit voort dat de decreetgever een maatregel heeft genomen die, zonder verantwoording, inbreuk maakt op de regels van gelijkheid en niet-discriminatie die bij de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet worden gewaarborgd.

B.7. Het eerste middel is gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

B.8. Aangezien het tweede middel niet tot een ruimere vernietiging kan leiden, dient het niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2004 betreffende de personeelsleden die een bevorderings- of een selectieambt tijdelijk uitoefenen zonder onderbreking sedert 1 januari 2004 in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 22 juni 2005.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De wdn. voorzitter,

P. Martens.

SCHIEDSHOF

[2005/201732]

Auszug aus dem Urteil Nr. 111/2005 vom 22. Juni 2005

Geschäftsverzeichnisnummer 3080

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Mai 2004 über die Personalmitglieder, die ohne Unterbrechung seit dem 1. Januar 2004 im Weiterbildungsunterricht der Französischen Gemeinschaft zeitweilig ein Beförderungs- oder Auswahlamt ausüben, erhoben von M. Frelon.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden P. Martens, dem Vorsitzenden A. Arts und den Richtern M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters P. Martens,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 13. September 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. September 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob M. Frelon, wohnhaft in 7040 Asquillies, Route Provinciale 37, Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Mai 2004 über die Personalmitglieder, die ohne Unterbrechung seit dem 1. Januar 2004 im Weiterbildungsunterricht der Französischen Gemeinschaft zeitweilig ein Beförderungs- oder Auswahlamt ausüben (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. Juni 2004).

Die von derselben klagenden Partei erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung desselben Dekrets wurde durch das Urteil Nr. 187/2004 vom 16. November 2004, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Januar 2005 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In bezug auf die angefochtene Bestimmung und die Tragweite der Klage

B.1.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Mai 2004 über die Personalmitglieder, die ohne Unterbrechung seit dem 1. Januar 2004 im Weiterbildungsunterricht der Französischen Gemeinschaft zeitweilig ein Beförderungs- und Auswahlamt ausüben. Insofern die von ihr angeführten Klagegründe sich nur gegen Artikel 1 dieses Dekrets richten, begrenzt der Hof die Prüfung der Verfassungsmäßigkeit auf diesen Teil des Dekrets. Die Frage, ob die etwaige Nichtigerklärung sich auf die Wortfolge «seit dem 1. Januar 2004» beschränken könnte, so wie sie von der Regierung der Französischen Gemeinschaft gestellt worden ist, hängt mit der Sache selbst zusammen.

B.1.2. Artikel 1 des besagten Dekrets bestimmt:

«In Abweichung von den Artikeln 92, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 106, 107, 107bis und 112 des königlichen Erlasses vom 22. März 1969 zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Sonder-, Mittelschulunterricht, technischen, Fortbildungs- und Kunstunterricht und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes kann die Regierung der Französischen Gemeinschaft spätestens am 1. September 2004 Personalmitglieder des Weiterbildungsunterrichts der Französischen Gemeinschaft ernennen, die zeitweilig benannt wurden, und zwar in eine offene Stelle eines Beförderungsamtes, unter der Voraussetzung, daß sie das betreffende Beförderungsamt seit dem 1. Januar 2004 ununterbrochen ausgeübt haben».

In bezug auf das Interesse der klagenden Partei

B.2.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt das Interesse der klagenden Partei an der Klageerhebung in Abrede, da diese dadurch, daß sie die ihr am 1. Juni 2003 gewährte Beurlaubung wegen eines Sonderauftrags angenommen habe, selbst ihr zeitweilig ausgeübtes Amt als Direktorin beendet habe. Sie habe daher, als diese Beurlaubung am 31. Mai 2004 zu Ende gegangen sei, keine andere Möglichkeit gehabt, als ihr Amt als Lehrerin, in dem sie endgültig ernannt gewesen sei, wieder aufzunehmen. Somit habe sie kein Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung einer Bestimmung, die übergangsweise die Ernennung in eine offene Stelle eines Beförderungsamtes regelt. Die klagende Partei erkennt an, daß gemäß dem Dekret vom 24. Juni 1996 zur Regelung der Aufträge, der Beurlaubung wegen eines Sonderauftrags und der Zurdispositionstellung wegen eines Sonderauftrags in dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten oder subventionierten Unterricht eine Beurlaubung wegen eines Sonderauftrags nur endgültig ernannten oder eingestellten Personalmitgliedern gewährt werden könne und sie diese Beurlaubung folglich als Lehrerin erhalten habe. Sie ist jedoch der Auffassung, aus diesem Dekret sei dennoch nicht abzuleiten, daß es bedeuten würde, man würde darauf verzichten, ein anderes Amt geltend zu machen, das man zeitweilig ausgeübt habe.

B.2.2. Artikel 1 des obengenannten Dekrets vom 24. Juni 1996 lautet wie folgt:

«Dieses Dekret findet Anwendung auf endgültig ernannte oder eingestellte Personalmitglieder, die im aktiven Dienst oder wegen Stellenmangels zur Disposition gestellt sind im Sinne der Gesetze vom 22. Juni 1964 über das Statut der Personalmitglieder des staatlichen Unterrichtswesens, vom 1. April 1960 über die psycho-medizinisch-sozialen Zentren, vom 29. Mai 1959 zur Abänderung bestimmter Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen und vom 7. Juli 1970 über die allgemeine Struktur des Hochschulwesens».

Artikel 2 Absatz 1 desselben Dekrets besagt:

«Die Regierung kann den in Artikel 1 genannten Personalmitgliedern einen Auftrag erteilen, deren Dauer und Beschaffenheit sie festlegt [...]».

B.3. Es obliegt nicht dem Hof, sich zu den Bedingungen zu äußern, unter denen die Beurlaubung wegen eines Sonderauftrags der klagenden Partei durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft gewährt wurde, und ebenfalls nicht zu der Frage, ob diese Beurlaubung ihr zeitweilig ausgeübtes Amt als Direktorin beendet hat. Es reicht die Feststellung aus, daß die klagende Partei in der Vergangenheit ein Beförderungsamt ausgeübt hat und daß sie nicht in den Genuß des angefochtenen Dekrets gelangen kann, weil sie dieses Amt nicht ununterbrochen seit dem 1. Januar 2004 ausgeübt hat.

B.4. Die Einrede der Unzulässigkeit wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

B.5. Die klagende Partei bemängelt, daß der angefochtene Artikel 1 des obengenannten Dekrets vom 19. Mai 2004 bei den Personalmitgliedern, die eine zeitweilige Benennung in eine offene Stelle eines Beförderungsamtes erhielten, zwischen denjenigen unterscheidet, die dieses Beförderungsamt ununterbrochen seit dem 1. Januar 2004 ausübten und den anderen. Diese Bestimmung verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung, da im vorliegenden Fall kein rechtmäßiger Grund für diese Unterscheidung vorliege und es nicht zu rechtfertigen sei, daß der Zugang zu einer endgültigen Ernennung in ein Beförderungsamt Personen gewährt werde, die keine Zugangsprüfung für die Beförderung bestanden hätten und dieses Amt nur während einiger Monate auf der Grundlage einer Benennung ohne Bewerberaufruf ausgeübt hätten.

B.6.1. Gemäß den Darlegungen zum Entwurf des angefochtenen Dekrets hat das Parlament der Französischen Gemeinschaft in der Absicht, der diskriminierenden Situation, die sich aus dem Fehlen eines Statuts für die Personalmitglieder der Einrichtungen für den Weiterbildungsunterricht ergeben würde, ein Ende zu setzen, das Dekret vom 3. März 2004 «über das Verwaltungsstatut der Personalmitglieder der von der Französischen Gemeinschaft organisierten Einrichtungen, die ihr Amt im Weiterbildungsunterricht ausüben» angenommen, das angesichts der Dringlichkeit dieses Problem endgültig löst, indem es neue Bestimmungen in den königlichen Erlaß vom 22. März 1969 «zur Festlegung des Statuts der Mitglieder des Direktions- und Lehrpersonals, des Erziehungshilfspersonals, des paramedizinischen Personals der staatlichen Einrichtungen für Vor-, Primar-, Sonder-, Mittelschulunterricht, technischen, Fortbildungs- und Kunstunterricht und der von diesen Einrichtungen abhängenden Internate sowie der Personalmitglieder des mit der Aufsicht über diese Einrichtungen beauftragten Inspektionsdienstes» eingefügt hat.

In diesen Darlegungen heißt es jedoch:

«Bei jeder Einführung eines Statuts wurden Maßnahmen ergriffen, um die Lage der Personalmitglieder zu regeln, die zeitweilig ein Beförderungsamts ausüben und die durch die Anwendung des neuen Textes einen Schaden erleiden würden» (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2003-2004, Nr. 568-1, S. 2).

B.6.2. Es kann angenommen werden, daß die Lage der Personen, die zeitweilig vor der Annahme des obengenannten Dekrets vom 3. März 2004 ein Beförderungsamts ausübten, durch Übergangsmaßnahmen geregelt werden mußte.

B.6.3. Die Übergangsmaßnahmen müssen jedoch eine allgemeine Tragweite haben und auf objektiven und sachdienlichen Kriterien beruhen, die die Gründe rechtfertigen, aus denen gewisse Personen übergangsweise in den Genuß von Abweichungsmaßnahmen zu der durch die neue Norm eingeführten Regelung gelangen.

B.6.4. Im vorliegenden Fall gibt es in den Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret, dessen Vorschlag am 11. Mai 2004 hinterlegt wurde und am selben Tag in öffentlicher Sitzung erörtert und verabschiedet wurde, keine Erklärung für die Gründe, weshalb es insbesondere in Abweichung von den Bedingungen des Dienstalters, die in Artikel 97 des obengenannten königlichen Erlasses vom 22. März 1969 in der durch das obengenannte Dekret vom 3. März 2004 abgeänderten Fassung festgelegt sind, um als zeitweilig in eine offene Stelle eines Beförderung- und Auswahlamts benanntes Personalmitglied endgültig Zugang zu einem Beförderungsamts im Weiterbildungsunterricht haben zu können, ausreichte, seit dem 1. Januar 2004 im Amt zu sein, statt ein Dienstalter im Amt vom 1.800 Tagen nachzuweisen, und weshalb es notwendig war, das zeitweilige Amt ununterbrochen ausgeübt zu haben. Außerdem kann dieses Datum an sich nicht gewährleisten, daß die Personen, die in den Genuß der Übergangsmaßnahme gelangen können, über eine Befähigung verfügen, die mit derjenigen vergleichbar ist, die durch das Dekret vom 3. März 2004 vorgeschrieben wird.

Die Erklärungen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, wonach das Datum des 1. Januar sachdienlicher gewesen sei als dasjenige des 1. September angesichts der notwendigen Zeit, damit eine Schule sich für den Schulbeginn organisieren könne, sind nicht sachdienlich, um die Wahl eines Datums zu rechtfertigen, das in Wirklichkeit dazu dient, die Berechnung des erforderlichen Dienstalters in einem Amt, um endgültig Zugang zu diesem Amt zu erhalten, zu ändern. Was die von der Regierung angeführte zeitweilige Beschaffenheit des Dekrets betrifft, wonach dieses Dekret «nur für ein einziges Schuljahr wirksam sein kann, da alle Ernennungen, mit denen die zeitweilige Situation der sich im Amt befindenden Bediensteten konsolidiert werden kann, vor dem 1. September 2004 beschlossen sein müssen», stellt der Hof fest, daß aufgrund des angefochtenen Dekrets am 27. Januar 2005 (*Belgisches Staatsblatt* vom 15. März 2005) Ernennungen von Personalmitgliedern, die zeitweilig ein Beförderung- oder Auswahlamt im Weiterbildungsunterricht ausübten, erfolgt sind.

B.6.5. Daraus ergibt sich, daß der Dekretgeber eine Maßnahme ergriffen hat, die ohne Rechtfertigung die Regeln der durch die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung garantierten Gleichheit und Nichtdiskriminierung verletzt.

B.7. Der erste Klagegrund ist begründet.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

B.8. Da der zweite Klagegrund nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen kann, braucht er nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Mai 2004 über die Personalmitglieder, die ohne Unterbrechung seit dem 1. Januar 2004 im Weiterbildungsunterricht der Französischen Gemeinschaft zeitweilig ein Beförderung- und Auswahlamt ausüben, für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Juni 2005.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,
P. Martens.

ARBITRAGEHOF

[2005/201736]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 juni 2005 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 juni 2005, heeft het Verbond der Belgische Beroepsverenigingen van Geneesheren-specialisten, met zetel te 1050 Brussel, Kroonlaan 20, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 21 van de wet van 27 december 2004 houdende diverse bepalingen (wijziging van artikel 140 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2004, tweede uitgave, wegens schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Die zaak, ingeschreven onder nummer 3723 van de rol van het Hof, werd samengevoegd met de zaak met rolnummer 3479.

Met toepassing van artikel 89bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof werd de bij artikel 87, § 1, van dezelfde wet bepaalde termijn voor het indienen van een memorie verkort tot twintig dagen.

De griffier,

L. Potoms.